



---

**Commune de Menneval**  
**Département de l'Eure**

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE

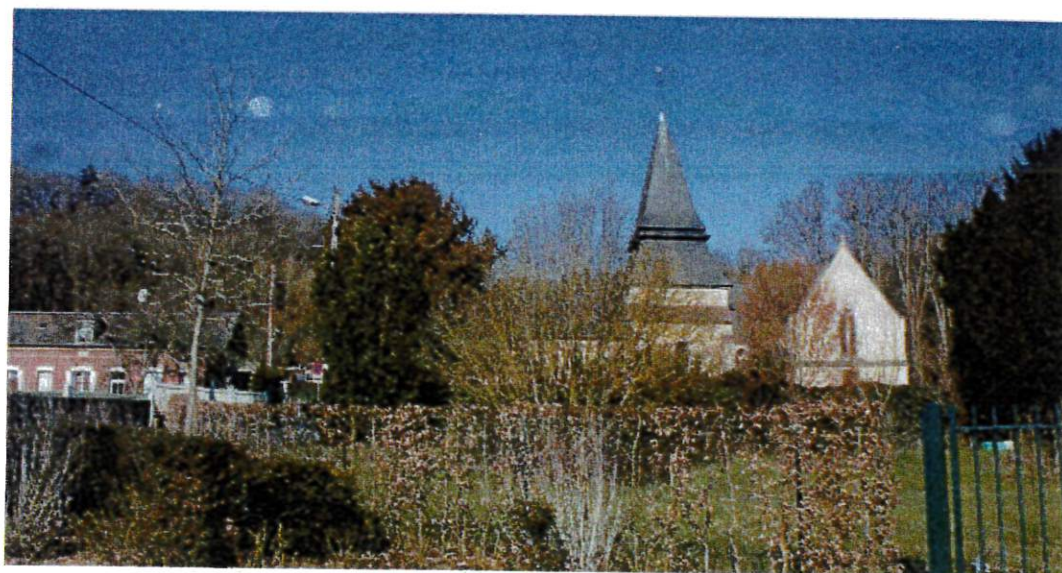
RAPPORT DE PRESENTATION

---

---

Version annexée à la délibération du 30-11-2018

---



AMURE  
38 rue Dunois  
75647 Paris Cedex 13  
tel. : 01.53.79.14.54  
[amure.sarl@wanadoo.fr](mailto:amure.sarl@wanadoo.fr)

## Table des matières

Préambule.....	3
Objectifs – pourquoi une révision du Règlement Local de la Publicité ?.....	4
Situation et population.....	4
Définitions – de quoi parlons-nous ? .....	5
<b>1/ DIAGNOSTIC DE LA PUBLICITE .....</b>	<b>7</b>
1.1/ Contexte réglementaire de la publicité et des préenseignes .....	7
Interdictions absolues (article L. 581-4 du Code de l'environnement).....	7
Interdictions relatives (article L. 581-8 du Code de l'environnement) .....	8
Zones du PLU à protéger.....	10
Formes de publicité que le RLP ne peut pas interdire .....	11
Publicité lumineuse et numérique.....	12
Autres prescriptions applicables aux dispositifs de publicité, d'enseignes et préenseignes .....	12
Hors agglomération - Préenseignes dérogatoires .....	14
Voies à grande circulation.....	14
Les règles nationales en agglomération .....	15
Le Règlement Local de la publicité de 2011 .....	16
1.2/ Contexte environnemental et urbain .....	18
Milieux naturels et paysages .....	18
Patrimoine culturel et architectural.....	19
Synthèse des enjeux.....	20
1.3/ Diagnostic de la publicité et des préenseignes .....	21
Identification des espaces sous pression publicitaire .....	21
<b>2/ DIAGNOSTIC DES ENSEIGNES.....</b>	<b>23</b>
2.1/ Contexte réglementaire des enseignes .....	23
2.2/ Diagnostic des enseignes .....	28
<b>3/ ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA COMMUNE .....</b>	<b>31</b>
3.1/ Publicité et préenseignes.....	31
3.2/ Enseignes.....	31
<b>4/ CHOIX ET RAISONS DU CHOIX AU REGARD DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA COMMUNE.....</b>	<b>32</b>
4.1/ Modalités de la concertation et de l'élaboration de la réglementation.....	32
4.2/ Choix des règles.....	33
4.2.1/ Principes et définition des zones .....	33
4.3.1/ Règles relatives aux publicités.....	34
<b>5/ CONCLUSION.....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>



## Préambule

Conformément à l'article R. 581-73 du Code de l'environnement, le présent rapport de présentation constitue la pièce explicative de la révision du Règlement Local de Publicité communal (RLP), dont l'objet est de maîtriser la publicité et les enseignes.

Conformément à ce texte, le document,

- s'appuie sur un diagnostic,
- définit les orientations et objectifs de la commune en matière de publicité extérieure, notamment de densité et d'harmonisation,
- explique les choix retenus au regard de ces orientations et de ces objectifs.

### Qu'est-ce qu'un Règlement Local de la Publicité (RLP) ?

Le Règlement Local de Publicité (RLP) est un instrument de planification locale qui permet de gérer l'affichage publicitaire et les enseignes des entreprises sur les communes.

Le Code de l'Environnement, en ses articles L581-1 à L581-22 et R581-1 à R581-88, fixe les règles nationales en matière de publicité, préenseignes et enseignes, appelé Règlement National de la Publicité (RNP).

Il donne la possibilité aux communes et aux communautés de communes d'adapter ces règles nationales aux spécificités de leurs territoires et en prévoyant des dispositions plus restrictives que ce dernier<sup>1</sup>.

Il comprend<sup>2</sup> :

- un rapport de présentation qui explique les choix,
- un plan de zonage,
- un règlement spécifiant les règles pour chaque zone, en matière d'enseignes d'une part, et de publicités et préenseignes d'autre part,
- un plan des limites de l'agglomération (au sens du Code de la route).

En présence d'un RLP, les compétences en matière de police de la publicité sont exercées par le Maire. Le Préfet peut toutefois se substituer à lui en cas de défaillance.

**Ce document constitue une annexe du Plan Local d'Urbanisme (PLU).**

1 Articles L. 581-9 et L. 581-14 du Code de l'environnement.

2 Articles R. 581-72 à R. 581-74 du Code de l'environnement.

## Objectifs – pourquoi une révision du Règlement Local de la Publicité ?

La commune de Menneval et celle de Bernay, se sont dotées le 30 juin 2011, d'un Règlement Local de la publicité intercommunal.

Le Code de l'environnement a beaucoup évolué, l'urbanisation de la commune de Menneval aussi, et le Code de l'environnement impose une révision des documents antérieurs à 2012, avant le 13 juillet 2020<sup>3</sup>.

Les RLP intercommunaux sont désormais engagés pour l'ensemble de la communauté de commune, lorsqu'elle a compétence en urbanisme.

La commune de Bernay a engagé la révision de son document. Menneval engage la sienne.

Conformément à la délibération du 15 décembre 2017, les objectifs de la révision du Règlement Local de la Publicité de Menneval sont :

- Mise à jour du document pour tenir compte des dispositions du Code de l'Environnement,
- Adaptation des règles et zonage en fonction de l'évolution du tissu urbain,
- Mise au point de certaines règles portant à interprétation,
- Prise en compte et réglementation des nouveaux types de support, publicitaires définis dans le cadre du Code de l'Environnement,

## Situation et population

La commune de Menneval s'inscrit à l'ouest du département de l'Eure, et jouxte la Commune de Bernay ; elle se trouve à environ 40 km à l'ouest d'Evreux. Elle comptait 1 526 habitants (INSEE 2011), sur une superficie totale de 6,63 km<sup>2</sup>.



*Situation de la commune de Menneval à l'ouest du département de l'Eure.*

<sup>3</sup> Article L.581-14-3 du Code de l'environnement.



## Définitions – de quoi parlons-nous ?

Les définitions sont données par le Code de l'environnement (L. 581-3).

1° constitue une publicité, à l'exclusion des enseignes et des préenseignes, toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images étant assimilées à des publicités ;

2° constitue une enseigne toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce ;

3° constitue une préenseigne toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

Ne rentrent pas dans le champ d'application de cette loi, les éléments régis par le Code de la route : Relais Information Service (RIS), Signalisation d'Intérêt Local (SIL), Signalisation directionnelle routière.



Relais Information Service (RIS)



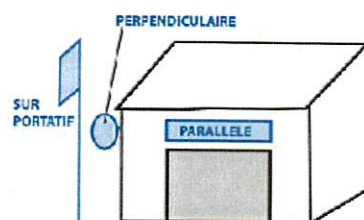
Signalisation d'Intérêt Local (SIL)



Signalisation directionnelle routière

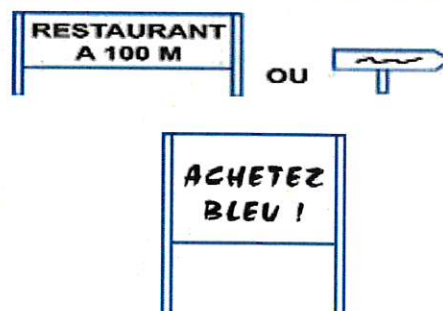
Le Code de l'environnement distingue :

- d'une part les enseignes, qui se trouvent sur le lieu même de l'activité, à l'intérieur de la propriété sur le bâtiment ou dans la parcelle, régies par des règles de dimension et d'implantation.



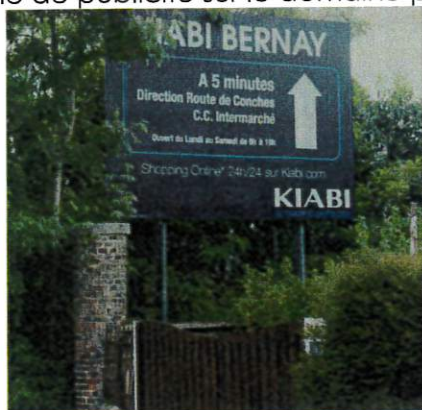
- d'autre part les préenseignes et la publicité qui répondent à d'autres règles (dimension, densité...) :

- les préenseignes, destinées à signaler la proximité d'une activité ;
- la publicité, constituée par toutes les autres informations, formes ou images.



## Exemple de dispositifs concernés par la réglementation de la publicité et des enseignes

### Exemple de publicité sur le domaine privé



*Panneau publicitaire scellé au sol*



*Préenseigne hors agglomération (hors commune)*

### Exemple de publicité sur le domaine public – sur mobilier urbain



*2 m² sur abribus*



*2m² sur panneau d'information générale*

### Exemples d'enseignes



*Enseignes à plat sur mur  
1 Enseigne perpendiculaire*



*Enseignes scellées au sol, sur mur et  
Calicot sur clôture 2m²*



# 1/ DIAGNOSTIC DE LA PUBLICITE

## 1.1/ Contexte réglementaire de la publicité et des préenseignes

Le Code de l'Environnement, en ses articles L581-1 à L581-22 et R581-1 à R581-88, fixe des règles nationales en matière de publicité, préenseignes et enseignes.

Dans les sites d'enjeu paysager très forts, les interdictions de la publicité sont absolues. Dans les sites d'enjeux forts, certaines interdictions peuvent être modulées dans le cadre du RLP. Ces interdictions sont listées ci-après, puis analysées au regard des enjeux de la commune de Menneval.

A noter que les publicités et les préenseignes sont soumises aux mêmes règles, à l'exception des préenseignes dérogatoires hors agglomération.

### Interdictions absolues (article L. 581-4 du Code de l'environnement)

Le Règlement Local de Publicité ne peut pas déroger à l'interdiction de publicité édictée à l'article L. 581-4 I et II du Code de l'environnement qui dispose que :

" I/ Toute publicité est interdite :

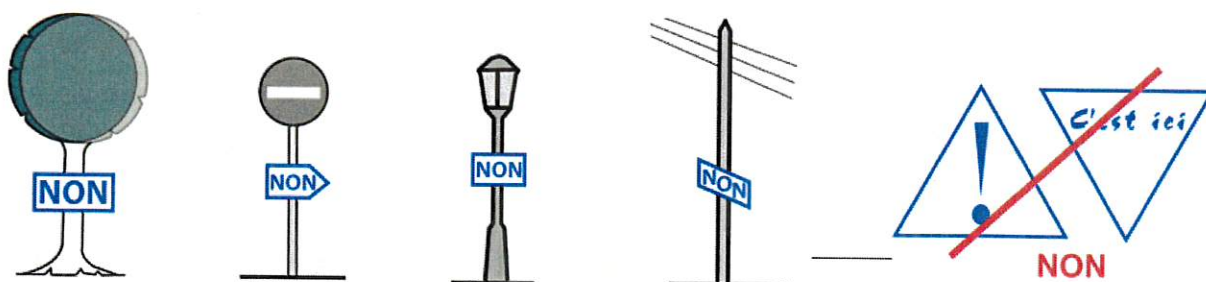
1°) Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques ;

2°) sur les monuments naturels et dans les sites classés ;

3°) dans les cœurs des parcs nationaux et les réserves naturelles ;

4°) sur les arbres.

II/ Le Maire ou, à défaut, le préfet, sur demande ou après avis du conseil municipal et après avis de la commission départementale compétente en matière de sites, peut en outre, interdire par arrêté toute publicité sur des immeubles présentant un caractère esthétique, historique ou pittoresque."



## Interdictions relatives (article L. 581-8 du Code de l'environnement)

Le Règlement Local de Publicité intercommunal peut déroger à l'interdiction de publicité édictée à l'article L. 581-8 du Code de l'environnement, laquelle interdiction s'applique aux dispositifs situés dans les agglomérations :

« I- A l'intérieur des agglomérations, la publicité est interdite :

- 1°) Aux abords des monuments historiques mentionnés à l'article L. 621-30 du code du patrimoine<sup>4</sup> ;
- 2°) Dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables mentionnés à l'article L. 631-1 du même code ;
- 3°) Dans les parcs naturels régionaux ;
- 4°) Dans les sites inscrits ;
- 5°) A moins de 100 500mètres et dans le champ de visibilité des immeubles mentionnés au II de l'article L. 581-4 ;
- 6°) (abrogé)
- 7°) Dans l'aire d'adhésion des parcs nationaux ;
- 8°) Dans les zones spéciales de conservation et dans les zones de protection spéciales mentionnées à l'article L.414-1<sup>5</sup>.

*Il ne peut être dérogé à cette interdiction que dans le cadre d'un règlement local de publicité établi en application de l'article L. 581-14. »*

La commune de Menneval est concernée par plusieurs interdictions mentionnées,

- à l'article L. 581-4 : église classée au titre du Patrimoine, depuis 1927,
- à l'article L. 581-8 :
  - o abords de l'église monuments historiques : rayon de 500 m et covisibilité,
  - o zone Natura 2000 – directive habitat – A noter que cette zone se situe totalement hors agglomération.

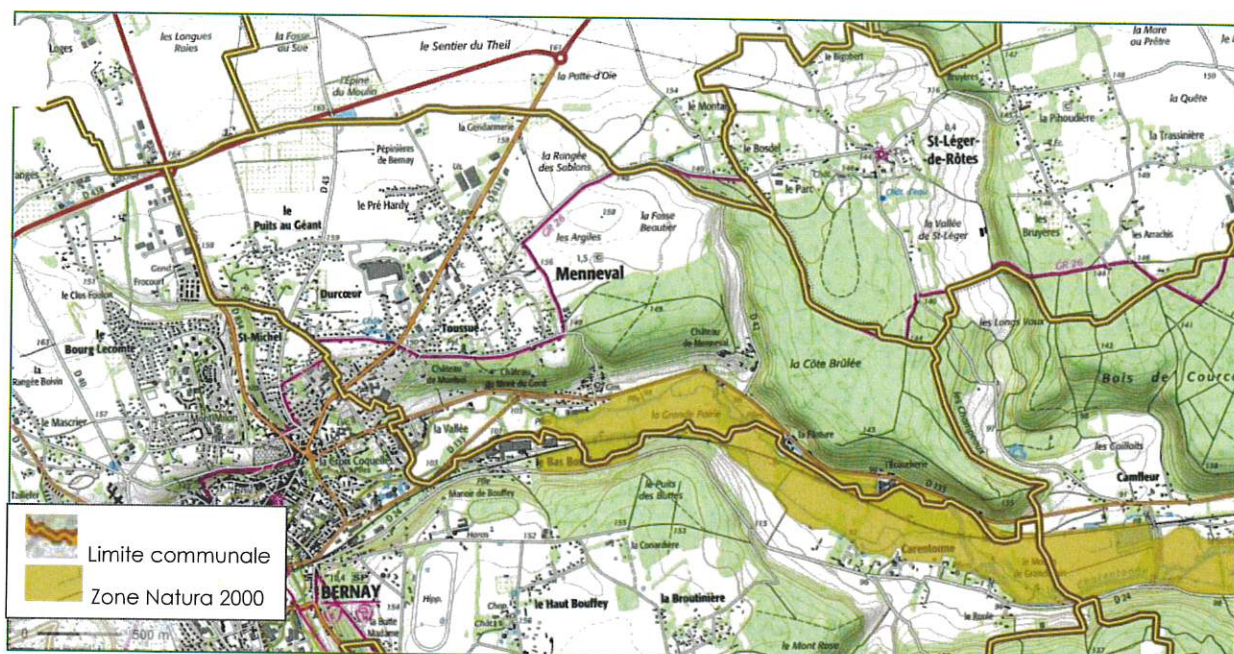
La commune n'est pas dans un parc naturel régional, ne comprend pas de site inscrit ou classé.

---

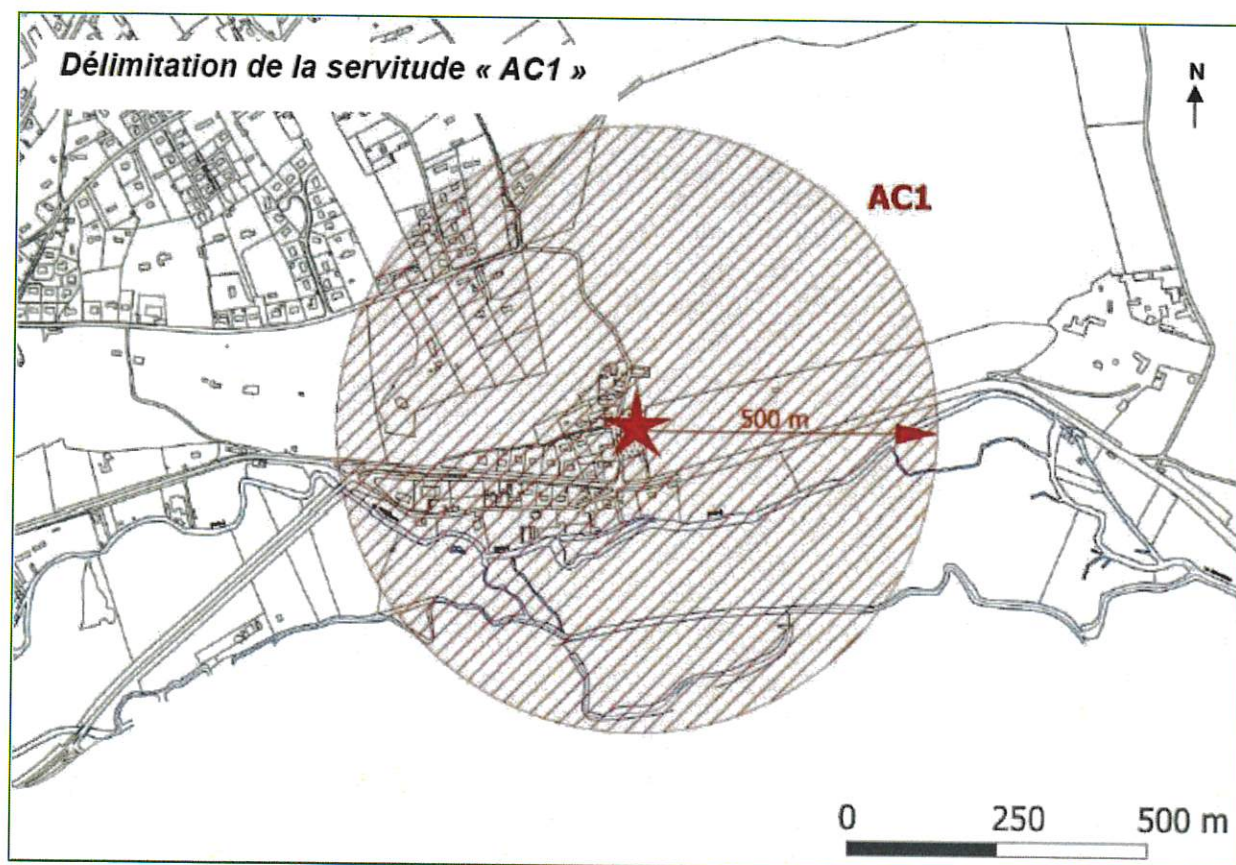
<sup>4</sup> Site Patrimonial Remarquable (les SPR se substituent aux anciens ZPPAUP, AVAP, secteurs sauvegardés)

<sup>5</sup> ZSC et ZPS zones spéciales de conservation et zones de protection spéciale, Natura 2000.





*La zone Natura 2000 sur la commune de Menneval – Données Géoportail/IGN.*



*L'église inscrite aux Monuments Historiques est protégée dans un rayon de 500m.  
Rapport de présentation du PLU.*



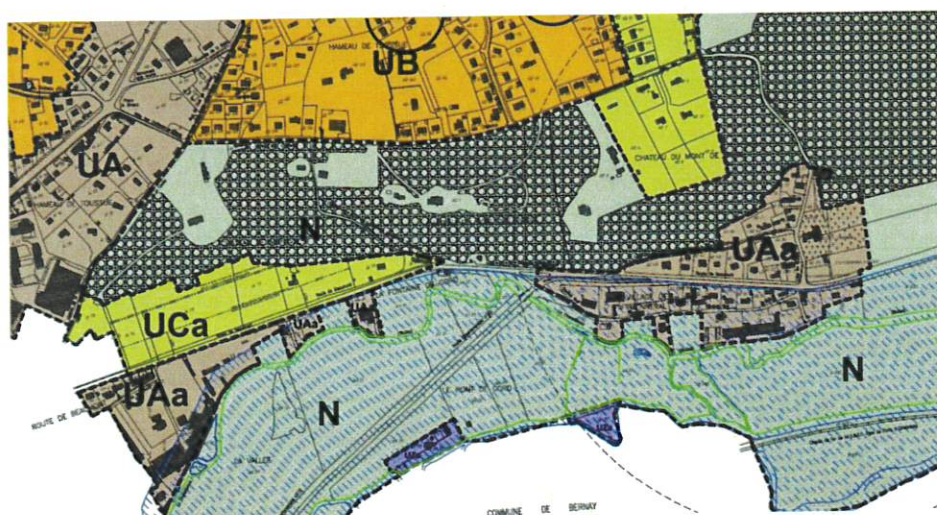
## Zones du PLU à protéger

L'article R. 581-30 du Code de l'environnement précise : " Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article L. 581-4, les dispositifs publicitaires non lumineux scellés dans le sol ou installés directement sur le sol sont interdits, en agglomération :

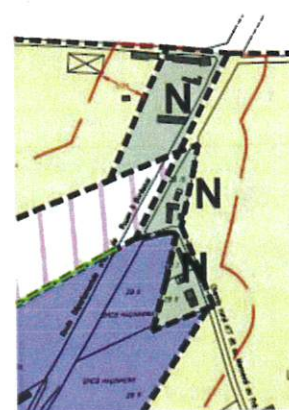
1°) Dans les espaces boisés classés en application de l'article L.113-1 du Code de l'urbanisme ;

2°) Dans les zones à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt notamment au point de vue esthétique ou écologique, et figurant sur le plan local d'urbanisme ou sur un plan d'occupation des sols.

Les secteurs visés au 2°, correspondent aux éléments visés au PLU comme remarquables et protégés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme ainsi que la plupart des zones N.



Zones N et EBC du PLU : Vallée et forêt



Partie nord de la RD 438



## Formes de publicité que le RLP ne peut pas interdire

### **1) Sur les palissades de chantier (article L 581-14 du Code de l'Environnement)**

La publicité supportée par des palissades de chantier ne peut être interdite, sauf lorsque celles-ci sont implantées dans les lieux visés aux 1° et 2° du I de l'article L. 581-8 du Code de l'environnement : aux abords des monuments historiques mentionnés à l'article L. 621-30 du code du patrimoine et dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables mentionnés à l'article L. 631-1 du même code ;

### **2) Publicité effectuée en exécution d'une décision particulière (article L 581-17 du Code de l'Environnement)**

La publicité, lorsqu'elle est effectuée en exécution d'une disposition législative ou réglementaire ou d'une décision de justice ou lorsqu'elle est destinée à informer le public sur des dangers qu'il encourt ou des obligations qui pèsent sur lui dans les lieux considérés, ne peut être interdite par un Règlement Local de Publicité à condition toutefois que cette publicité n'excède pas une surface unitaire de 1,50 m<sup>2</sup>.

### **3) Affichage d'opinion et publicité relative aux associations sans but lucratif**

En application de l'article L. 581-13 du Code de l'environnement, le Maire détermine par arrêté et fait aménager sur le domaine public ou en surplomb de celui-ci ou sur le domaine privé communal, un ou plusieurs emplacements destinés à l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif.

Aucune redevance ou taxe n'est perçue à l'occasion de cet affichage ou de cette publicité.



*Exemple de support pour l'affichage d'opinion et la publicité relative aux associations*

En vue d'assurer la liberté d'opinion et de répondre aux besoins des associations, la surface minimale que chaque commune doit réserver à l'affichage d'opinion et à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif dépend du nombre d'habitants (article R. 581-2 du Code de l'environnement).

1° 4 mètres carrés pour les communes de moins de 2 000 habitants ;

2° 4 mètres carrés plus 2 mètres carrés par tranche de 2 000 habitants au-delà de 2 000 habitants, pour les communes de 2 000 à 10 000 habitants.

**Ainsi la commune de Menneval (moins de 2000 habitants) doit disposer de 2m<sup>2</sup>.**

Le ou les emplacements réservés à l'affichage d'opinion et à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif doivent être disposés de telle sorte que tout point situé en agglomération se trouve à moins d'un kilomètre de l'un au moins d'entre eux (article R. 581-3 du Code de l'environnement).

L'affichage d'opinion ainsi que la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif sont interdits dans les secteurs déterminés à l'article L. 581-4 du Code de l'environnement (immeubles classés, monuments naturels, sites classés, cœur des parcs nationaux, réserves naturelles, arbres et immeubles présentant un caractère esthétique, historique ou pittoresque...).

Le Règlement Local de Publicité peut déroger à l'interdiction déterminée à l'article L. 581-8, et autoriser l'affichage d'opinion et la publicité relative aux activités des associations sur les palissades de chantiers dès lors que l'affichage est inférieur à 2 m<sup>2</sup>.

## Publicité lumineuse et numérique

Le Code de l'environnement **interdit la publicité lumineuse à l'intérieur des agglomérations de moins de 10 000 habitants** ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants (article R581-34 du Code de l'Environnement).

**Le mobilier urbain ne peut pas supporter de la publicité numérique dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants** et dans les espaces définis aux 3° (PNR) de l'article L. 581-8... (article R581-42 du Code de l'Environnement).



## Autres prescriptions applicables aux dispositifs de publicité, d'enseignes et préenseignes

### 1) Prescriptions relatives à l'utilisation du domaine public

#### Les autorisations de voirie

Selon les dispositions de l'article L. 113-2 du Code de la voirie routière, en dehors des cas prévus aux articles L.113-3 à L. 113-7 et de l'installation par l'Etat des équipements visant à améliorer la sécurité routière, l'occupation du domaine public routier n'est autorisée que si elle a fait l'objet, soit d'une permission de voirie dans le cas où elle donne lieu à emprise, soit d'un permis de stationnement dans les autres cas. Ces autorisations sont délivrées à titre précaire et révocable.



#### Les règlements de voirie

Les règlements de voirie peuvent comporter des prescriptions sur la publicité et les enseignes lorsque celles-ci sont prévues d'être installées en surplomb du domaine public routier (hauteur d'installation des enseignes notamment).

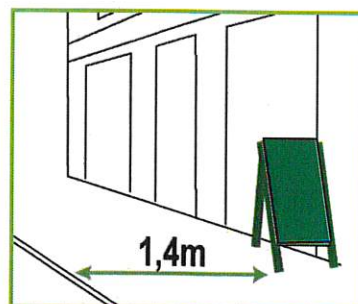
#### L'accessibilité de la voirie aux personnes à mobilité réduite (PMR)

L'article 45 de la loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (loi n°2005-102 du 11 février 2005 modifiée par l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014) indique qu'un plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics doit être établi dans chaque commune à l'initiative du Maire. Ce plan fixe notamment les dispositions susceptibles de rendre accessible aux personnes handicapées et à mobilité réduite l'ensemble des circulations piétonnes et des aires de stationnement d'automobiles situées sur le territoire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale.



Les aménagements destinés à assurer aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap, et aux personnes à mobilité réduite, l'accessibilité des voies publiques ou privées ouvertes à la circulation publique et des autres espaces publics doivent satisfaire aux caractéristiques techniques définies dans le décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 et l'arrêté ministériel du 15 janvier 2007.

Ces textes précisent notamment qu'un cheminement doit avoir une largeur minimale de 1,40 m libre de mobilier ou de tout autre obstacle éventuel et que cette largeur peut toutefois être réduite à 1,20 m en l'absence de mur ou d'obstacle de part et d'autre du cheminement.



## **2) Prescriptions du Code de la route relatives aux publicités, enseignes et préenseignes**

En application des articles R418-1 à R418-9 du Code de la route, dans l'intérêt de la sécurité routière, la publicité, les enseignes, enseignes publicitaires et préenseignes peuvent être interdites sur les voies ouvertes à la circulation publique et en bordure de celles-ci, lorsqu'elles en sont visibles.

### **Article 9**

*A l'intérieur des agglomérations, la publicité et les enseignes publicitaires et préenseignes visibles d'une voie rapide sont interdites de part et d'autre de celle-ci, sur une largeur de 40 mètres mesurée à partir du bord extérieur de chaque chaussée. Toutefois, l'autorité investie du pouvoir de police peut les autoriser dans les limites et aux conditions qu'elle prescrit.*

Hors agglomération, le RNP n'autorise que les préenseignes dites « dérogatoires », car elles dérogent à **l'interdiction nationale de la publicité hors agglomération**. Ces règles s'appliquent au-delà des limites de l'agglomération au sens du Code de la route (plaques de commune cernée de rouge, arrêté de limite d'agglomération).

Les sujets et nombres de préenseignes désormais autorisés sont :

- A noter que les préenseignes signalant les « activités particulièrement utiles aux personnes en déplacement » (garages, stations-service, hôtels, restaurants...) ne sont plus autorisées depuis juillet 2015.

## Voies à grande circulation

Les voies à grande circulation aux abords de Menneval – Conseil Général 2017.





## Les règles nationales en agglomération

### En agglomération, les publicités et les préenseignes sont soumises aux mêmes règles.

Les règles du RLP ne peuvent pas être moins restrictives que les règles du Règlement National de la Publicité (RNP). Ces règles sont fonction de la taille de la commune ; pour les communes de moins de 10 000 habitants, sont présentées ci-après<sup>6</sup>.

<ul style="list-style-type: none"><li>• 4 m<sup>2</sup> de surface unitaire maximale (communes de moins de 10 000 habitants) Nota : dans l'agglomération de Menneval, il n'y a pas de routes classées « à grande circulation » par le Code de la route<sup>7</sup></li><li>• 2 dispositifs maximum par mur, si mêmes surfaces et alignés ; sous l'égout du toit</li></ul>	
<ul style="list-style-type: none"><li>• dispositif scellé au sol interdit (article R.581-31)</li></ul>	
<ul style="list-style-type: none"><li>• publicité sur bâches, publicité de dimension exceptionnelle : interdites (article R.581-53)</li></ul>	
<ul style="list-style-type: none"><li>• publicité de petit format sur devanture : autorisée (mais limitée en nombre et en surface) (L 581-8 -R 581-57)</li></ul>	
<ul style="list-style-type: none"><li>• publicité lumineuse interdite dans les communes de moins de 10 000 habitants (R 581-34).</li></ul>	

<sup>6</sup> Article R.581-26

<sup>7</sup> En agglomération, le long des voies à grande circulation, la surface maximale de la publicité est portée à 8m<sup>2</sup> maximum (Article R181-26).



## Le Règlement Local de la publicité de 2011

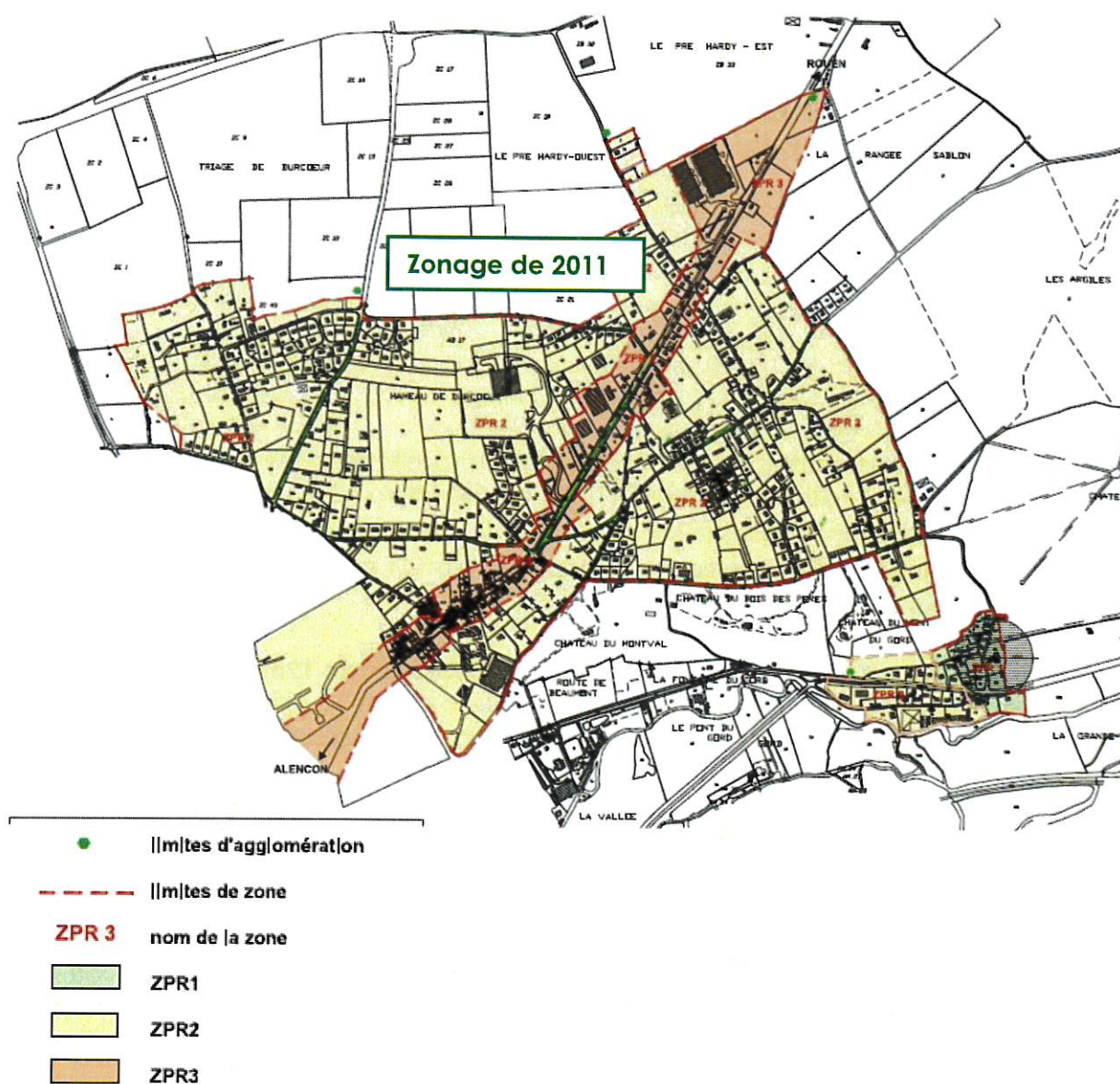
Le RLP actuel, antérieur à 2012, ne comprend pas de rapport de présentation, mais un plan de zonage et un règlement.

### Zonage de 2011

Les parties agglomérées de la commune sont entièrement zonées.  
La limite actuelle de l'agglomération n'a pas été modifiée.

La commune est concernée par trois « zones de publicité restreinte » ZPR1, ZPR2, ZPR3.

- La ZPR1 concerne les abords de l'église de Menneval,
- La ZPR2 couvre le tissu résidentiel de Menneval,
- La ZPR3 concerne les abords de la RD 6138 (route de Rouen).



Plan de zonage du RLP de 2011

## Règlement de la publicité de 2011

En ZPR1, la publicité est autorisée dans les deux cas suivants :

- sur le mobilier urbain, sans dépasser 2m<sup>2</sup>,
- sur les palissades de chantier, sans dépasser 2m<sup>2</sup> (1 par rue, à plus de 50cm du sol)

A noter que la zone est plus large que le rayon de 100m autour du Monument Historique, notamment pour inclure les parcelles situées entre la route et le monument.

Le Code de l'environnement interdit désormais la publicité, non plus dans les 100m lorsqu'il y a covisibilité, mais dans le périmètre des abords, soit 500m<sup>8</sup> ou périmètre spécifique.

En ZPR2, la publicité est,

- interdite sur les dispositifs scellés au sol et sur toiture ;
- interdite lorsque le mur-support est constitué de matériaux représentatifs du patrimoine architectural local à savoir: la brique, le pan de bois, le bardage en ardoises ou en clins de bois ;
- autorisée sur les autres murs, si le linéaire sur voie de l'unité foncière<sup>9</sup> qui le supporte est supérieur ou égal à 40 mètres, à raison de 1 dispositif maximum par unité foncière d'une surface maximale de 4m<sup>2</sup> ;
- sur le mobilier sans dépasser 2m<sup>2</sup> ;
- sur les palissades de chantier, sans dépasser 2m<sup>2</sup> (1 par 20m de linéaire sur rue, à plus de 50cm du sol, à moins de 6m du sol).

En ZPR3, la publicité est,

- interdite sur les dispositifs scellés au sol et sur toiture ;
- interdite lorsque le mur-support est constitué de matériaux représentatifs du patrimoine architectural local à savoir: la brique, le pan de bois, le bardage en ardoises ou en clins de bois ;
- autorisée sur les autres murs, à raison de 1 dispositif maximum par unité foncière d'une surface maximale de 12m<sup>2</sup>, 6m de hauteur d'implantation maximale ;
- sur le mobilier sans dépasser 2m<sup>2</sup> ;
- sur les palissades de chantier, sans dépasser 2m<sup>2</sup> (1 par 20m de linéaire sur rue, à plus de 50cm du sol, à moins de 6m du sol).

**Parmi ces dispositions, la possibilité d'avoir des publicités de 12m<sup>2</sup> (en ZPR3) n'est plus conforme au Code de l'environnement. La voie n'a plus le statut de voie à grande circulation, le format maximal autorisé est de 4m<sup>2</sup>, sans qu'il soit possible d'être moins restrictif.**

<sup>8</sup> Article L 581-8 du Code de l'environnement

<sup>9</sup> Unité foncière : Ensembles de parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.



## 1.2/ Contexte environnemental et urbain

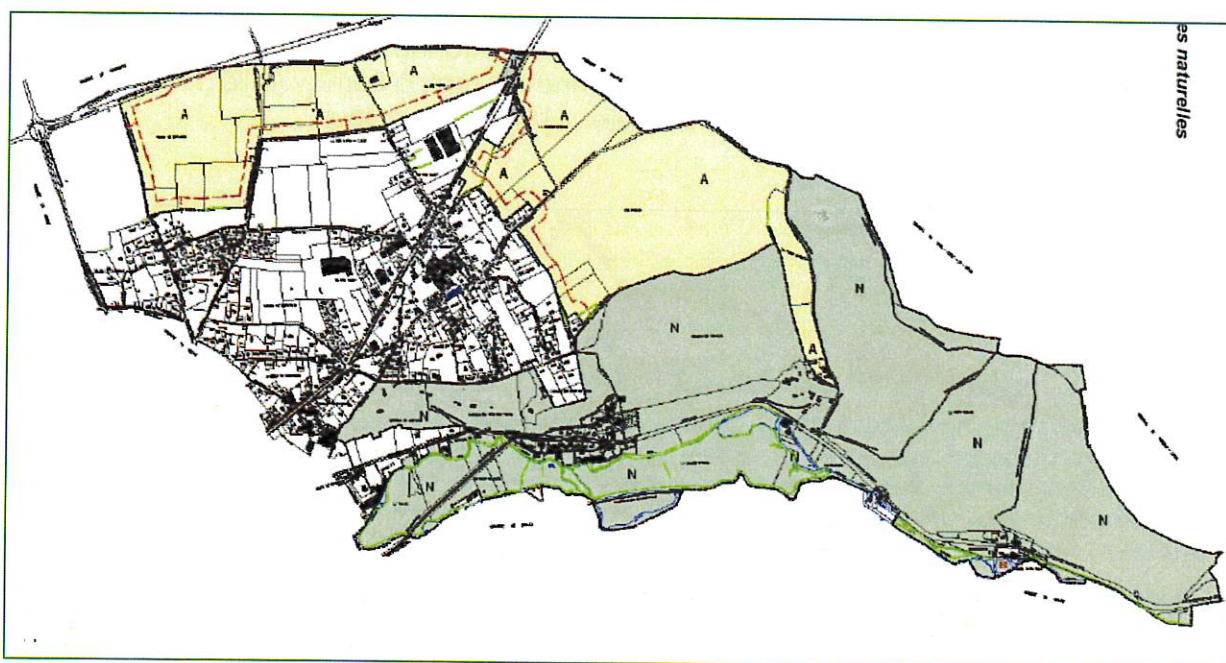
L'affichage, notamment la publicité et les enseignes, impacte de façon importante le paysage, et joue un rôle fondamental dans le cadre de vie des habitants.

Le présent chapitre ne fait pas un diagnostic exhaustif de la commune, mais vérifie la compatibilité du RLP actuel avec la Loi, et sa cohérence avec le PLU et l'évolution du bâti.

### Milieus naturels et paysages

La vallée de la Charentonne, les coteaux boisés et les bois des châteaux de Montval, du Mont du Gord et de Menneval, la forêt de la Côte Brulée correspondent aux milieux naturels de la commune.

Les surfaces agricoles se développent sur le plateau, au nord du bourg. La SAU comptabilisée en 2008 était de 220 ha soit 33% du territoire communal.



*Situation des espaces naturels et agricoles – Source Rapport de présentation du PLU.*

## Patrimoine culturel et architectural

Outre l'église, Moments Historiques classé, Menneval compte deux bâtiments d'intérêt patrimonial répertoriés au PLU, au titre de l'article L151-19 du Code de l'urbanisme (ancien article L123-1-5 7°) :

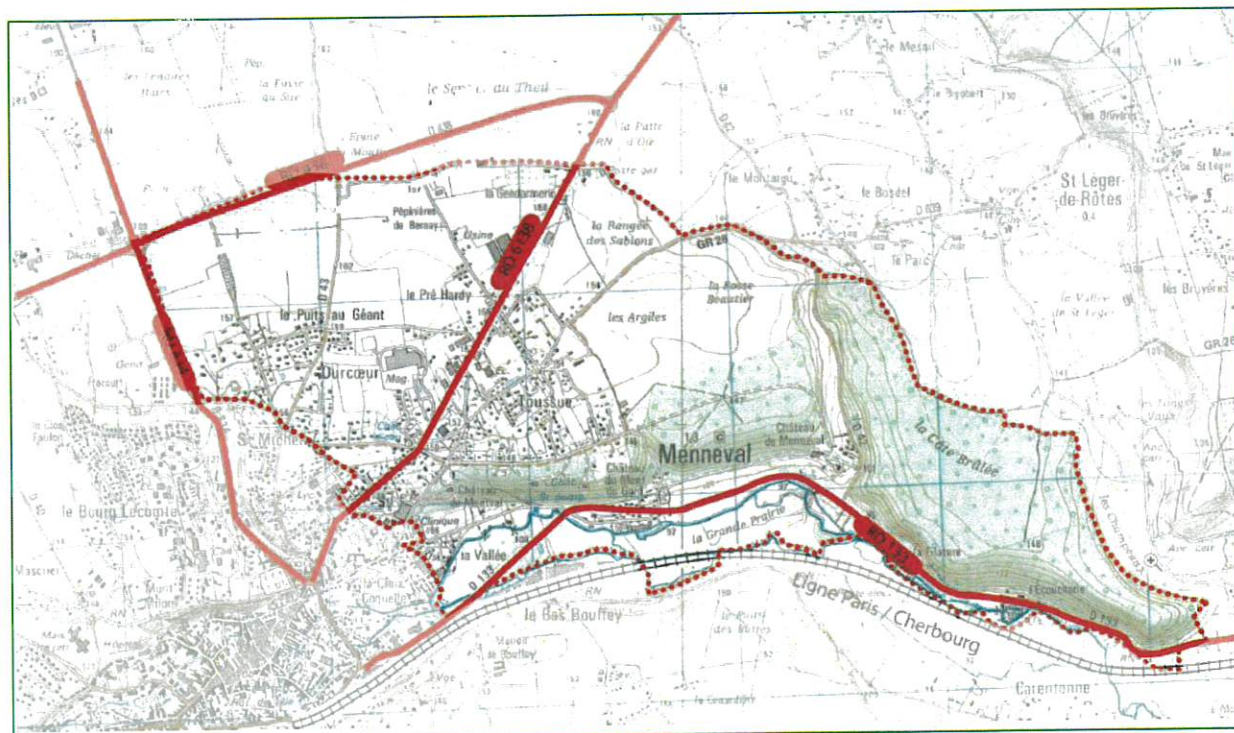
- le moulin au lieudit « La grande prairie »
- l'ancien bâtiment industriel au lieudit « La Vallée ».

### Axes routiers et ferroviaires

Les principaux axes routiers sont,

- la RD 438, qui relie Brionne à Bernay et déviée au nord de Menneval,
- la RD 6138 qui traverse le territoire de Menneval du nord-est au sud-ouest, ancienne route nationale,
- la RD 834, qui constitue la limite communale avec Bernay à l'ouest, et relie Lieurey au nord, et l'autoroute A28 (échangeur 14) à environ 4 km,
- la RD 133 qui s'inscrit dans la vallée de la Charentonne et relie Louviers (à l'est) à Bernay (à l'ouest).

La voie ferrée Paris-Cherbourg suit la vallée de la Charentonne, et traverse ponctuellement le sud de la commune. Il n'y a pas de gare à Menneval, mais à Bernay (relié à la gare Saint-Lazare par des trains TER – environ 1h25 de trajet / 18 trajets par jour).



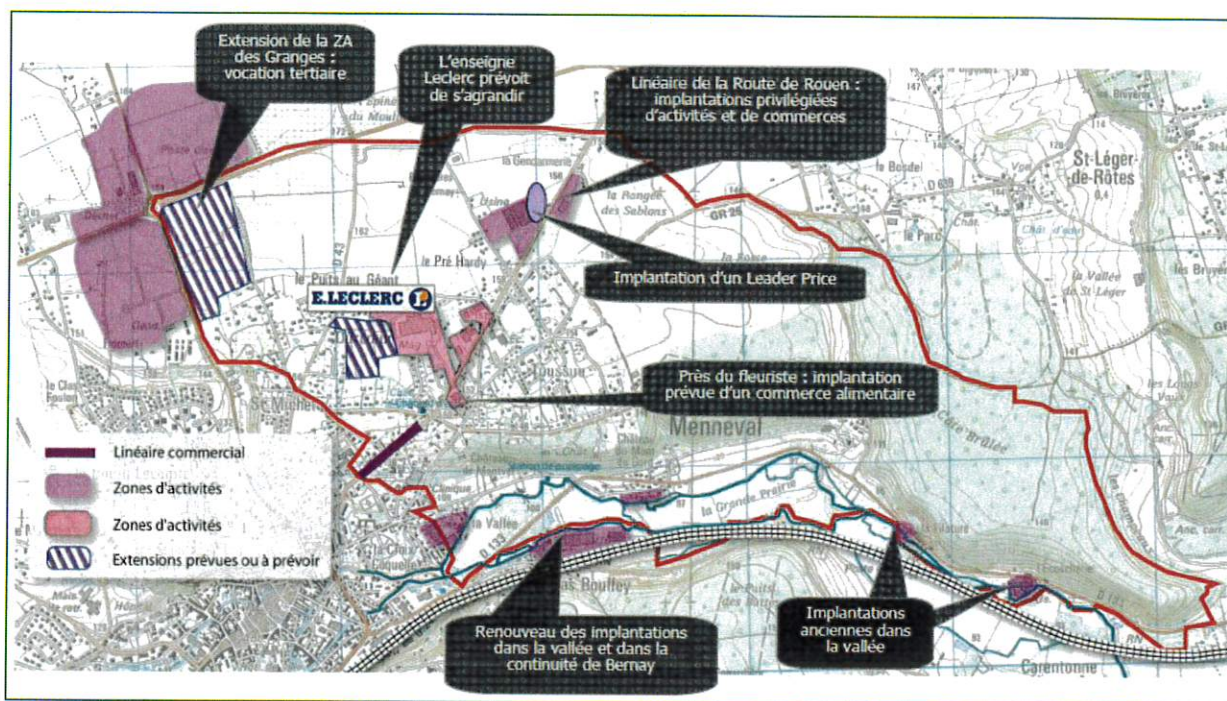
*Principales voies routières et la voie ferroviaire – d'après le rapport de présentation du PLU.*



## Economie

A l'origine, les activités industrielles se sont développées dans la vallée (le moulin, la Fabrique...). Aujourd'hui, ce sont les grands axes, et notamment la route de Rouen (ancienne route nationale), qui attirent les activités : supermarchés et autres activités commerciales attirent une clientèle à l'échelle de l'agglomération.

La localisation des zones d'activités hors de la zone centrale de Bernay et près des grands axes de circulation (A 28, contournement Nord de Bernay) expliquent leur attractivité.



*Les zones d'activités – Rapport de présentation du PLU.*

## Synthèse des enjeux

Le cadre de vie représente ainsi un enjeu majeur, non seulement pour la population locale, mais aussi pour les entreprises qui s'y sont implantées ou s'y implanteront et la population travaillant dans le territoire ; c'est l'« image de marque » de la commune qui se joue ici.

Toutefois, le besoin de signaler est réel pour les activités économiques, afin de favoriser leur fonctionnement.

Cette signalisation, a été cadrée par le RLP de 2011, et un bilan est nécessaire pour s'assurer de sa pertinence et prévoir des ajustements, non seulement vis-à-vis du Code de l'environnement mais aussi vis-à-vis des objectifs de protection du cadre de vie et le fonctionnement des entreprises.



### 1.3/ Diagnostic de la publicité et des préenseignes

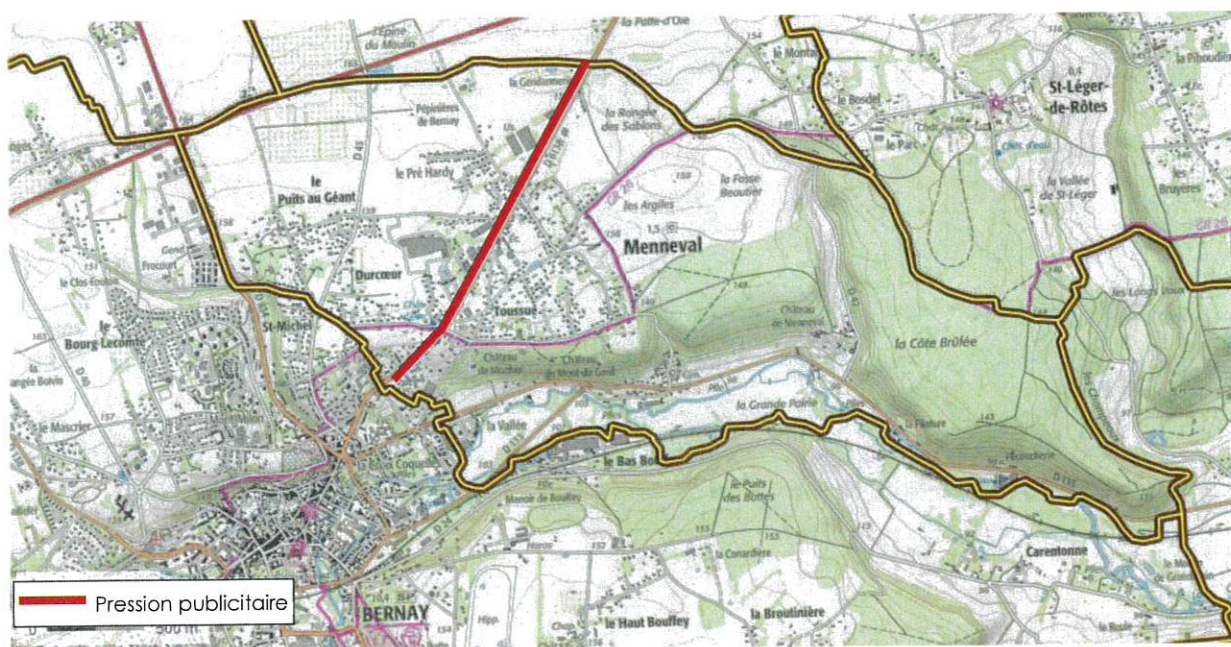
Un inventaire partiel des dispositifs a été fait sur la commune, notamment route de Rouen, où se situent les principaux enjeux.

Il précise les éventuelles infractions au RLP en vigueur d'une part, et au Code de l'environnement d'autre part. Il a servi de base de discussion pour l'évolution du règlement de 2018.

#### Identification des espaces sous pression publicitaire

La pression publicitaire se fait ressentir sur la route de Rouen - RD 6138

Sur la route de Lieurey - RD 834, (limite communale avec Bernay à l'ouest), aucun dispositif n'a été noté. La RD 133, dans la vallée, est peu soumise à la pression publicitaire.



Identification des espaces de pression publicitaire : RD 6138 route de Rouen. Amure 2018



RD6138 route de Rouen : les messages sont nombreux, peu lisibles.



Quelques exemples de dispositifs présents en agglomération :



*Publicité sur mur autorisée en ZPR3, mais interdite par le RNP.*



*Publicité de 12m<sup>2</sup> scellée au sol : infraction par rapport au RLP et au RN.*



*Publicité sur mur autorisée en ZPR3, mais interdite par le RNP.*

**Plusieurs dispositifs de 12m<sup>2</sup>, autorisés par le RLP ne pourront pas être maintenus : en infraction par rapport à la limite de 4m<sup>2</sup> de surface maximale dans les communes de moins de 10 000 habitants, fixées par le RNP.  
Il n'est pas prévu de modification de zonage**

## 2/ DIAGNOSTIC DES ENSEIGNES

### 2.1/ Contexte réglementaire des enseignes

Les règles relatives aux enseignes diffèrent de celles de la publicité et des préenseignes.

La taille de la commune et la situation en ou hors agglomération du dispositif n'influent que sur la dimension des enseignes scellées au sol (6m<sup>2</sup> maximum).

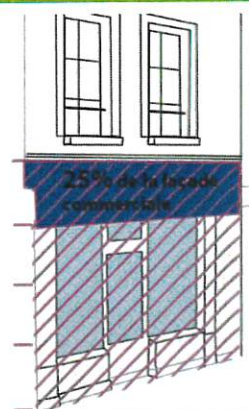
Le Code de l'environnement donne la possibilité aux communes et aux Communautés de commune d'élaborer des règles spécifiques, plus restrictives que le Règlement National.

#### **Les principales règles nationales relatives aux enseignes (en l'absence de RLi)**

Les principales règles du Code de l'environnement (R581-59 à 65) sont précisées et illustrées ci-après, pour chacun des types de support.

- Ensignes clignotantes interdites, sauf services d'urgence (dont les pharmacies).
- Dispositifs à plat sur mur

La surface globale d'enseignes doit être inférieure à 25% de la façade commerciale si cette dernière est inférieure à 50 m<sup>2</sup>



La surface globale d'enseignes doit être inférieure à 15% de façade commerciale si cette dernière est supérieure à 50 m<sup>2</sup>





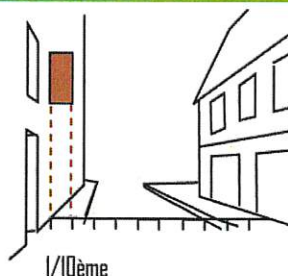
- Dispositifs perpendiculaires à la façade

Pas de limite de surface, mais la saillie doit être inférieure à 1/10 de l'alignement des façades sans dépasser 2 m

Pas de limite de nombre

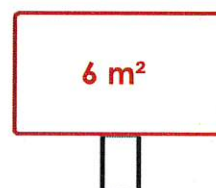
Pas de règle d'implantation

Pas de contrainte de matériaux ou de procédé



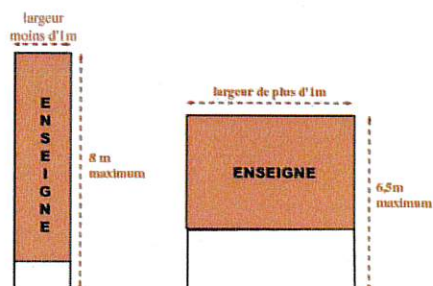
- Dispositifs scellés au sol

- 6 m<sup>2</sup> de surface unitaire maximum dans les communes de moins de 10 000 habitants et hors agglomération
- **1 seul dispositif supérieur à 1 m<sup>2</sup>** par entreprise sur chaque voie ouverte à la circulation



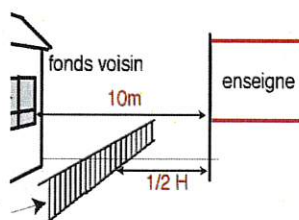
Hauteur maximale

- 6,5 m si largeur supérieure à 1 m
- 8 m si largeur inférieure à 1 m



Implantation des dispositifs de plus de 1m<sup>2</sup>:

- à plus de 10 m d'une baie voisine
- à plus de la moitié de la hauteur ( $\frac{1}{2} H$ ) par rapport à la limite séparative

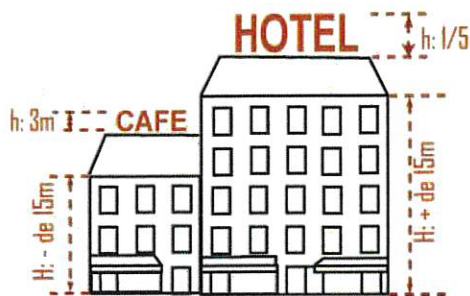


- Dispositifs sur toiture

Réalisée en lettres découpées sans panneau de fond

3 m de haut maximum si le bâtiment mesure moins de 15 m de haut

Pas de contrainte de matériaux ou de procédés



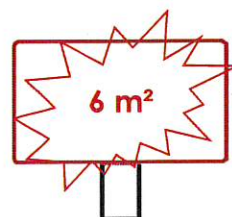
- Dispositifs lumineux<sup>10</sup>

Satisfont à des normes techniques

Eteintes entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé (éteintes au plus tard 1h après et 1h avant l'activité si l'activité cesse ou commence entre minuit et 7h du matin) – sauf événements exceptionnels définis par arrêté municipal ou préfectoral.

Enseignes clignotantes sont interdites, à l'exception des enseignes de pharmacie ou de tout autre service d'urgence

Les écrans vidéo relatifs à l'activité signalée sont autorisés (surface maximale de 6m<sup>2</sup> pour les enseignes scellés au sol)



<sup>10</sup> Une enseigne lumineuse est une enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement prévue à cet effet (article R581-59).



## Règlement des enseignes du RLP de 2011

### Procédés

Le règlement cadre les procédés dans toutes les zones (article 13.4.), notamment en interdisant : les journaux lumineux défilants ; les enseignes clignotantes ; les enseignes mouvantes, scintillantes ou mobiles ; les drapeaux, kakémonos et calicots en ZPR1 et ZPR2 sauf pour les activités socio-culturelles et sportives temporaires ; les caissons lumineux à fond clair ; les tubes fluorescents et luminescents (communément appelés néons) en ZPR1 et ZPR2.

En dehors des ZPR1 et ZPR2, les tubes fluorescents et luminescents sont autorisés, s'ils constituent des lettres ou signes découpés représentatifs de l'activité ou des éléments de décoration de l'enseigne; les néons "filants" par exemple, soulignant les modénatures des façades, sont interdits.

Les caissons lumineux sont tolérés lorsqu'ils présentent un fond sombre ou opaque (non lumineux) et que seules sont éclairées par transparence les lettres ou signes composant le message de l'enseigne: "lettres au pochoir".

Le règlement distingue les enseignes parallèles au mur, les enseignes perpendiculaires et les enseignes scellées au sol, et précise pour chacun, des règles de hauteur d'implantation, dimension et nombre.

Le tableau ci-après fait la synthèse de ces dispositions.

Certaines règles, comme le nombre de dispositifs scellés au sol, doivent être revues en fonction des dispositions du Code de l'environnement.

		Parallèles	Perpendiculaires	Scellées au sol
<b>Bâtiment type habitation</b>	Nombre	maxi : • 2 / façade • 1 / pignon ou clôture aveugle	maxi : distante de 8m	maxi : • 0 s'il existe perpendiculaires et en ZPR1 • 1 / voie et UF si bâtiment en recul dans autres zones
	Surface	• < 1/4 de la surface du mur • 4 m2 sur pignon • 2 m2 maxi sur clôture aveugle	0,8 X 0,8 maxi	maxi : 2 m2
	Implantation	dans les limites du RDC	entre 2,4 et 5 mètres du sol	perpendiculairement à la voie 4m de haut maxi
<b>Bâtiments type activités</b>	Nombre	<div style="border: 1px solid green; padding: 5px; display: inline-block;">Règles de 2011</div>		maxi : • 0 s'il existe perpendiculaires et en ZPR1 • 1 / voie et UF si bâtiment en recul en ZPR2 • 1/voie et UF + 1/ tranche de 40 m de façade + 1 drapeau/ tranche de 40 m (maxi 3) en ZPR3, ZPR4 et ZPA
	Surface	• 1/4 de la surface du mur avec 24 m2 maxi  • 6 m2 maxi par clôture aveugle	0,8 X 0,8 maxi	maxi : • 2 m2 en ZPR2 • 6 m2 (avec largeur inférieure à 1,5m) en ZPR3, ZPR4 et ZPA
	Implantation	pas réglementée	entre 2,4 et 8 mètres du sol	perpendiculairement à la voie 4m de haut en ZPR2 et 10 m en ZPR3, ZPR4 et ZPA

*Résumé des dispositions relatives aux enseignes RLP de 2011.*



## 2.2/ Diagnostic des enseignes

Les enseignes sur façade et les enseignes scellées au sol, dispositifs situés sur le lieu même de l'activité, participent également à l'image du territoire. La qualité de ces éléments influe sur le paysage.

Les enseignes se concentrent principalement le long de la route de Rouen.



*Enseigne parallèle au mur, et enseignes scellée au sol (totem).  
Conformes au RNP et au RLP de 2011.*



*Enseigne scellée au sol, conforme  
au RLP de 2011 et au RNP*

Quelques dispositifs trop prégnants sont constatés, certains sont en infraction au RLP en vigueur et / ou au Code de l'environnement.

Certaines enseignes scellées au sol sont en infraction parce que,

- de plus de 1m de large, elles s'élèvent à plus de 6,5m du sol,
- l'enseigne scellée au sol présente une surface supérieure à 6m<sup>2</sup>...

*La surface maximum des enseignes scellées au sol est limitée à 6m<sup>2</sup> dans les communes de moins de 10 000 habitants. Même les enseignes groupées.*

*Le RLP de 2011 limite aussi l'enseigne scellée au sol à 6m<sup>2</sup>, et limite la largeur à 1,5m.*



Par ailleurs, plusieurs infractions ont été relevées par rapport surfaces globales d'enseignes et du nombre de dispositifs scellés au sol de plus d'1m<sup>2</sup> d'autre part. Plusieurs exemples ci-après illustrent ces infractions au Code de l'environnement.

*La surface globale des enseignes est trop importante : elle ne doit pas dépasser 15% de la surface de la façade commerciale lorsque celle-ci mesure plus de 50m<sup>2</sup>.*

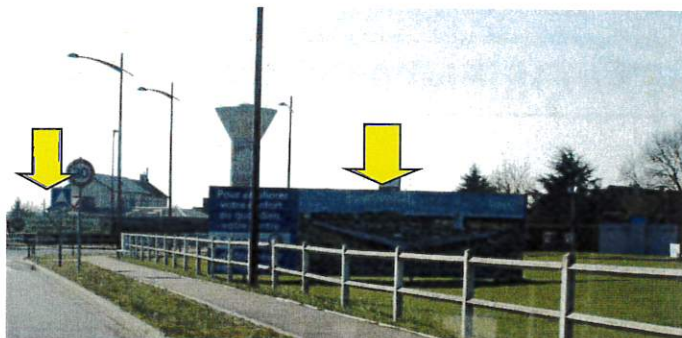


*Entrent dans le décompte les enseignes sur bandeau, les enseignes collées sur la façade (vitrophanie), les enseignes perpendiculaires, les calicots.*



Le nombre d'enseignes scellées au sol de plus de 1 m<sup>2</sup> est désormais limité à un seul dispositif.

Un seul dispositif doit donc être maintenu, maximum 6m<sup>2</sup>



Hors agglomération, deux préenseignes ont été relevées sur la RD 133. Elles sont en infraction depuis 2015, car non dérogatoires (hôtel).



La plupart des règles conviennent, même si elles ne sont pas toujours respectées.

Certaines règles doivent être adaptées aux nouvelles dispositions du Code de l'environnement, notamment en ce qui concerne le nombre de dispositifs d'enseigne scellé au sol de plus de 1m<sup>2</sup> : 1 seul de 6m<sup>2</sup> maximum. Le RLP sera modifié en ce sens.

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol doivent pouvoir atteindre 6m<sup>2</sup>, même devant les « pavillons témoins », car il s'agit d'entreprises. Le RLP sera modifié en ce sens.

En ce qui concerne les dispositifs de moins de 1m<sup>2</sup>, leur nombre doit être limité.

## 3/ ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA COMMUNE

### 3.1/ Publicité et préenseignes

La volonté communale est de limiter fortement l'affichage publicitaire dans les zones résidentielles, comme cela existe avec le RLP de 2011 dans les zones résidentielles.

Le long de la RD 6138 route de Rouen, la publicité était autorisée sur mur uniquement, et dans un format de 12m<sup>2</sup> maximum. La voie n'est plus définie comme « voie à grande circulation » : le Code de l'environnement limite à 4m<sup>2</sup> le format maximal sans qu'il soit possible d'aller au-delà.

La commune souhaite limiter à un seul dispositif par mur, alors que le Code de l'environnement laisse la possibilité d'en avoir 2 de même surface et alignés, sous l'égout du toit.

La publicité de petit format sur les devantures, n'est pas présente sur le territoire communal. La volonté municipale étant de limiter les éléments sur la devanture, il paraît incompatible de l'autoriser avec plus de 1 panneau par devanture.

A noter que la publicité sur bâches, les bâches publicitaires, les dispositifs de dimensions exceptionnelles, et les publicités lumineuses (dont les écrans vidéo) sont interdits dans les communes de moins de 10 000 habitants.

~~La limitation des surfaces de façon générale à 8 m<sup>2</sup> maximum semble souhaitable car le 12 m<sup>2</sup> paraît surdimensionné sur cette commune au bâti peu élevé.~~

### 3.2/ Enseignes

En matière d'enseignes, le Code de l'Environnement, fixe des règles nationales de densité sur mur qui paraissent suffisantes et peuvent se substituer aux règles du RLP de 2011.

De même, les enseignes scellées au sol sont limitées à 1 seule de 6m<sup>2</sup> maximum par le Code de l'environnement, ce qui est déjà très contraignant le long de la route départementale. En revanche, les enseignes de moins de 1m<sup>2</sup> ne sont pas limitées en nombre dans le Code de l'environnement, et il paraît nécessaire d'éviter leur multiplication.

De plus, lorsque la commune est dotée d'un RLP, **les nouvelles enseignes sont soumises à autorisation du Maire**, ce qui permet aux services de la ville de discuter avec le pétitionnaire, et d'éventuellement améliorer l'esthétique des projets d'enseignes.



## **4/ CHOIX ET RAISONS DU CHOIX AU REGARD DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA COMMUNE**

### **4.1/ Modalités de la concertation et de l'élaboration de la réglementation**

#### **Réunions de mise au point du projet**

La mise au point du règlement a nécessité plusieurs réunions de travail avec les services de la ville et les élus en charge du dossier.

Une réunion de concertation avec les Personnes Publiques Associées (PPA) et autres partenaires a été organisée le 20 avril 2018 ; elle a porté sur la présentation du diagnostic et des orientations. Elle a permis de recueillir les souhaits des différents intervenants. Les commerçants ont été invités ainsi que les représentants des publicitaires.

#### **Procédure administrative**

La procédure, qui est calquée sur celle de l'élaboration du PLU, comprend les étapes suivantes :

- délibération du conseil municipal le 15 décembre 2017 : engagement de la procédure, objectifs et modalités de la concertation,
- arrêt du projet par le Conseil Municipal le 30 novembre 2018,
- consultation des PPA et de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (3 mois),
- enquête publique et rapport du Commissaire enquêteur (2 mois),
- approbation du projet par le Conseil Municipal.

#### **Concertation avec la population**

Les modalités de la concertation ont été définies dans l'arrêté municipal prescrivant l'élaboration du RLP :

- affichage en mairie de la délibération pendant toute la durée des études nécessaires,
- article dans un journal du Département,
- articles d'information dans le bulletin municipal,
- dossier d'étude, incrémenté au fur et à mesure de son avancement, et mis à disposition du public, et registre destiné aux observations, la mairie, aux heures et jours habituels d'ouverture
- enquête publique,

Le bilan de la concertation a été dressé et approuvé par le Conseil Municipal lors de sa séance du ..... préalablement à l'arrêt du projet de RLP.

## Consultation des Personnes publiques associées et de la Commission Départementale de la Nature des Sites et des Paysages

Le projet arrêté sera soumis pour avis aux Personnes Publiques Associées (PPA) qui ont eu trois mois pour formuler leur avis.

Le projet de RLP sera également soumis à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), en formation spécialisée « publicité », pour avis.

### Enquête publique

Conformément au Code de l'environnement, après consultation des Personnes Publiques Associées et consultation de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, le dossier de RLP sera soumis à Enquête Publique.

L'enquête publique s'est déroulée du ....., et ..... permanences ont été tenues par le commissaire enquêteur en Mairie. Le procès-verbal des observations du public a été transmis à la commune par le commissaire enquêteur le ..... et la commune y a répondu par un mémoire en réponse adressé le .....

Le commissaire-enquêteur a émis un avis .....

## 4.2/ Choix des règles

### 4.2.1/ Principes et définition des zones

En agglomération, les trois types de zones sont conservés :

- Zone 1 - zone stricte : ~~pas de publicité sur le domaine privé ; 2m<sup>2</sup> maximum sur le mobilier urbain. La publicité (y compris sur mobilier urbain) est interdite (articles L581-8 et R. 581-30 du Code de l'environnement),~~ Elle couvre les abords de l'église Monument Historique protégée ~~dans un rayon de 500m.~~ La zone ~~n'a pas été modifiée :~~ elle inclut les parcelles situées entre la route et le Monument Historique.

~~La possibilité de publicité sur mobilier urbain est maintenue (interdiction relative définie aux articles L581-8 et R. 581-30 du Code de l'environnement), car la commune maîtrise le choix des emplacements de ces supports, et tiendra compte de la sensibilité paysagère des lieux. Chaque emplacement sera réfléchi au cas par cas, en termes de paysage urbain et d'environnement. La dimension et le procédé seront choisis en fonction des sensibilités du lieu.~~

- Zone 2 – zone résidentielle, dans laquelle la publicité est limitée à 4m<sup>2</sup> sur mur, si le linéaire de l'unité foncière est supérieur à 40m.
- Zone 3 – zone d'activité commerciale, dans laquelle la publicité est limitée à 4m<sup>2</sup> sur mur, quelle que soit la longueur du linéaire sur voie.

Le contour des deux zones a été modifié pour tenir compte du zonage du PLU :

- Agrandissement de la zone 3 aux parcelles occupées par l'hyper-marché et autres bâtiments commerciaux.

La zone 4, hors agglomération, permet de soumettre les enseignes aux mêmes règles qu'en zone 1 et 2.

La publicité est interdite, en application du Code de l'environnement ; seules les préenseignes sont autorisées, dans les termes du Code de l'environnement (cf. p 14).



#### 4.3.1/ Règles relatives aux publicités

Les règles relatives à la publicité ont été modifiées principalement pour être conformes au Code de l'environnement. Ainsi la surface en zone 3 a été réduite de 12 à 4m². Les autres dispositions sont restées identiques.

Nouvelle réglementation			
	Mur ou scellé au sol	Mobilier urbain	Palissades de chantier
Zone 1 – abords de l'église	0	0	2m² 1 / rue
Zone 2 - Quartiers résidentiels	4m² sur mur 1 si L>40m	2m²	2m² 1 / 20m
Zone 3 – Route de Rouen	4m² 1/ UF	2m²	2m² 1 / 20m

La publicité lumineuse est interdite dans les communes de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants au sens de l'INSEE.

La publicité sur bâche, les bâches comportant de la publicité et les dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles liés à des manifestations temporaires sont également interdites par le Code de l'environnement.



Publicité sur bâche de chantier



Bâche publicitaire



Publicité temporaire, de dimension exceptionnelle

Les dispositifs de petit format sur devanture commerciale (tels que définis à l'article L581-8 III du Code de l'environnement<sup>11</sup>), sans lien avec l'activité qui s'exerce dans le bâtiment, viennent multiplier les éléments de la façade et rendent la lecture de l'enseigne difficile. Aucun de ces petits panneaux n'a été relevé sur la commune.

Elle n'est autorisée que sur les bâtiments de type activité, en zone 3, dans les termes du Code de l'environnement, 1 x 1m<sup>2</sup> maximum, sans dépasser 1/10 de la vitrine.

Interdits en zones 1 et 2 et en zone 3 sur les bâtiments de type habitation.



Les préenseignes temporaires, y compris immobilières, sont soumises par le présent RLP aux mêmes règles que celle permanentes, de façon à ne pas multiplier les supports. L'annonce peut se faire sur le lieu même de l'activité – en tant qu'enseigne.

#### 4.3.2/ Règles relatives aux enseignes

Pour les enseignes, le règlement de 2011 distingue les règles relatives aux dispositifs situées sur ou à proximité de bâtiments de « type habitation », de ceux situés sur ou à proximité de bâtiment de « type activité ». Le long de la route de Rouen. Cette distinction pose a été maintenue, mais il est précisé que les « pavillons témoins » constituent des bâtiments d'activité. La dimension des dispositifs autorisés est ainsi mieux adaptée.

##### En zone 1 , 2 et 4

En zone 1 et 2 - zones résidentielles, les enseignes ont été fortement diminuées, car la vocation des secteurs concernés n'est pas l'activité économique. Pour les mêmes raisons, la zone 4, hors agglomération, est soumise à ces règles strictes.

Ainsi, seule est autorisée une enseigne à plat sur le mur, dans un format de 1,5m<sup>2</sup>, sans dépasser l'emprise du rez-de-chaussée.

Les enseignes perpendiculaires sont interdites.

Les enseignes scellées au sol sont interdites.

Les enseignes sur clôture sont interdites.

Les enseignes lumineuses sont interdites.

Les enseignes sur toitures sont interdites.

<sup>11</sup> Ne pas confondre avec les enseignes en micro-affichage (vitrinettes dont le contenu est relatif à l'activité qui s'exerce dans le commerce), qui sont traitées au chapitre enseigne.



### En zone 3

Plusieurs dispositions réduisent les possibilités d'affichage par rapport au Code de l'environnement : les enseignes scellées au sol de plus de 1m<sup>2</sup> sont limitées à 1 x 6m<sup>2</sup>, celles de moins de 1m<sup>2</sup> sont limitées à 3, les enseignes sur clôture sont limitées à 1 sur clôture aveugle, de 2m<sup>2</sup> maximum, des règles d'implantation sur la façade sont précisées, La surface globale d'enseigne autorisée, est celle définie par le Code de l'environnement.

Les principales règles sont résumées dans le tableau ci-après.

Enseignes	Zones 1 et 2	Zone 3
Clignotantes	Interdit sauf 1 perpendiculaire pour les services d'urgence	
Ecrans video ou leds	0	0 sauf commerce de plus de 10 000m <sup>2</sup> : 6m <sup>2</sup>
Enseigne à plat sur mur	1.5m <sup>2</sup> Implantation dans l'emprise du RDC	Habitation : ¼ surface du RDC sans dépasser 4m <sup>2</sup> ; emprise RDC, 2 maxi 25% si S (surface façade) <50m <sup>2</sup> ; 15% si S > 50m <sup>2</sup> Sans dépasser 24m <sup>2</sup>
Enseigne sur toiture	0	0
Enseigne sur clôture	0	Clôture aveugle 1 x 2m <sup>2</sup>
Enseigne perpendiculaire	0	0.8mx 0.8m maximum Distance de 8m entre chaque
Scellé au sol	0	- Plus de 1m <sup>2</sup> , moins de 6m <sup>2</sup> 6.5m de hauteur ; Forme totem x 1 - Moins de 1m <sup>2</sup> , 3m de haut maximum + 1 par 4m de linéaire sur la voie, sans dépasser 3
Temporaire immobilière	6m <sup>2</sup>	6m <sup>2</sup>

Le choix des matériaux et l'éclairage sont réglementés de la façon suivante :

- Pour respecter le cadre de vie et tendre vers des enseignes de qualité, l'éclairage des enseignes est autorisé sous forme d'éclairage indirect, les lettrages et les logos se détachant sur la façade éclairée, avec les sources de lumière dissimulées. Les caissons lumineux à fond lumineux et les dispositifs de type néons (dont l'éclairage est très impactant) sont interdit, ainsi que l'éclairage direct par leds.

- Les enseignes lumineuses ou éclairées, sont éteintes une heure au plus après la fin de l'activité et une heure au plus avant la reprise de cette dernière.
- Rappel : l'arrêté ministériel du 25 janvier 2013 relatif à l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels impose que les vitrines soient éteintes de 1h à 7h.



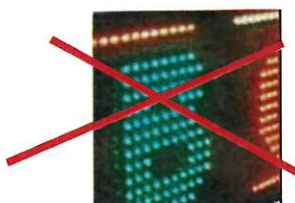
Les caissons lumineux à fond lumineux sont interdits



Les caissons lumineux à fond foncé ou opaque sont autorisés.



Les leds sont autorisés s'ils sont placés sous la lettre (éclairage indirect).



Les leds sont interdits en éclairage direct.

Les enseignes réalisées en lettres découpées sont panneau de fond sont préférées.



Les calicots sont interdits en zone 1 et 2.

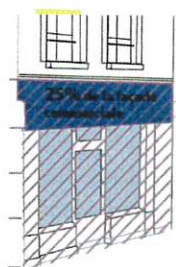




La surface globale des enseignes sur façade (parallèles et perpendiculaires) est limitée à,

Sur les bâtiments de type habitation

- 25% lorsque la façade commerciale est inférieure à 50 m<sup>2</sup> sans dépasser 4m<sup>2</sup> pas plus de 2 enseignes.



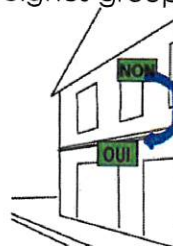
Sur les bâtiments de type activités<sup>4</sup>

- 25% lorsque la façade commerciale est inférieure à 50 m<sup>2</sup>
- et 15% lorsque la façade est supérieure à 50%, d'activités<sup>4</sup> sans dépasser 24m<sup>2</sup>.



Sur les bâtiments présentant plusieurs cellules commerciales, il est autorisé un panneau de 6m<sup>2</sup> pour chacune.

Il est autorisé un seul dispositif scellé au sol de plus de 6m<sup>2</sup> - enseignes groupées.



Afin qu'elles ne soient pas implantées de façon anarchique sur la façade, il est précisé que les enseignes doivent être implantées entre 2,4 et 5m du sol pour les bâtiments d'habitation ; entre 2,4m et 8m pour les bâtiments industriels.

Les enseignes scellées au sol de plus de 1m<sup>2</sup> doivent être de type totem.



Exemple d'enseignes de forme totem.

Les enseignes scellées au sol de moins de 1m<sup>2</sup> sont limitées en nombre par le règlement local qui n'en autorise qu'une par entreprise plus une par tranche de 40m de linéaire de l'unité urbaine sur la voie.



Les enseignes temporaires sont soumises aux mêmes règles que les enseignes pérennes.

*Toutefois, les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente ainsi que les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent la location ou la vente de fonds de commerce, sont autorisées avec un format maximum global de 6m<sup>22</sup> par opération, sur chaque voie ouverte à la circulation (sur palissade, scellée au sol ou sur mur).*

Ainsi, chaque opération dispose de 6m<sup>2</sup> d'affichage, qu'elle peut partager entre les différents promoteurs s'il y en a plusieurs, organiser sur un panneau sur mur, sur palissade ou scellée au sol suivant le cas.

La surface globale est limitée à 6m<sup>2</sup> afin d'éviter les impacts visuels parfois important durant toute la phase chantier et commercialisation.

## 5/ Conclusion

### Mise en conformité

Les nouveaux dispositifs de préenseigne et de publicité doivent être conformes au nouveau règlement (pas de délai d'application pour les nouveaux dispositifs).

Les publicités et préenseignes qui ont été mises en place avant l'entrée en vigueur du nouveau RLP et qui ne sont pas conformes à ces prescriptions, peuvent, sous réserve de ne pas contrevenir à la réglementation antérieure, être maintenues pendant un délai maximal de deux ans<sup>12</sup>.

La mise en conformité des enseignes par rapport aux nouvelles règles du RLP (plus strictes que celles du précédent RLP), doit se faire dans un délai de 6 ans.

### Respect des objectifs définis

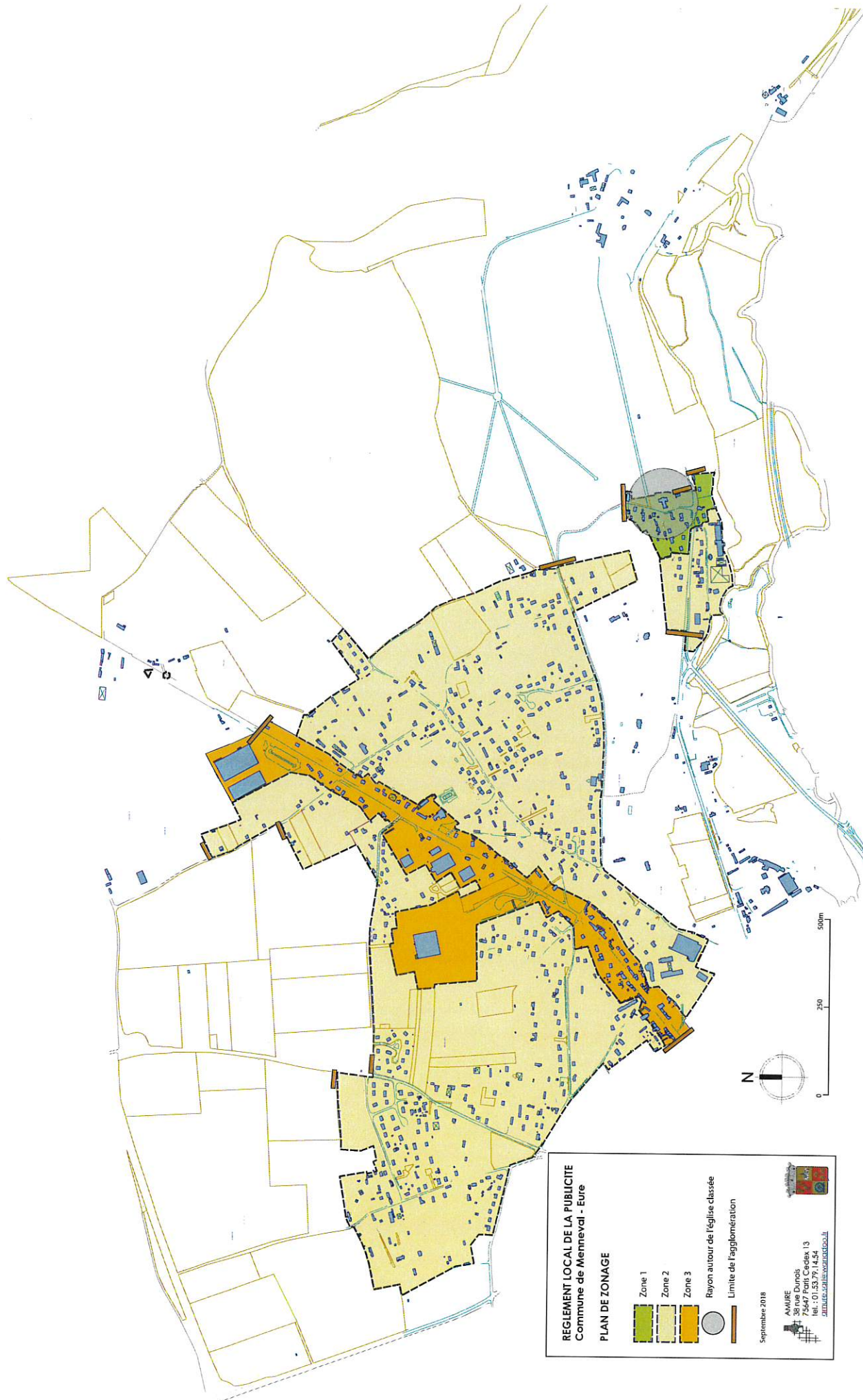
Le Règlement Local de Publicité (RLP) de Menneval répond aux objectifs de la municipalité, énoncés dans l'arrêté de mise en révision :

- Mise à jour du document pour tenir compte des dispositions du Code de l'Environnement,
- Adaptation des règles et zonage en fonction de l'évolution du tissu urbain,
- Mise au point de certaines règles portant à interprétation,
- Prise en compte et réglementation des nouveaux types de support, publicitaires définis dans le cadre du Code de l'Environnement.

---

<sup>12</sup> Article L581-43 du Code de l'environnement.





**REGLEMENT LOCAL DE LA PUBLICITE**  
Commune de Menneval - Eure

**PLAN DE ZONAGE**

- Zone 1
- Zone 2
- Zone 3
- Rayon autour de l'église classée
- Limite de l'agglomération

Septembre 2018

**AAJURE**  
38 rue Dunas  
75447 Paris Cedex 13  
Tel : 01.55.79.14.34  
aajure@orange.fr





## Commune de Menneval

N°	Voirie	Rue	Description implantation
1	VC 25	Rue du val de Durcoeur	Début et fin à 80 ml du carrefour de la RD 834/rue du val de Durcoeur direction le centre-ville de Menneval.
2	RD 43	Route de Valaillies	Limite agglo du PR 0+740 au PR 1+740.
3	VC 16	Rue du Pré-Hardy	Début et fin à 440 ml depuis le carrefour de la RD 6138/ Rue du Pré-Hardy.
4	RD 6138	Route de Rouen	Limite agglo du PR 27+000 au PR 28+830.
5	VC 805	Rangée des Sablons	Début et fin à 360 ml depuis le carrefour de la grange dimière/chaussée de la mare/rangée des sablons en direction de St Léger de Rôtes.
6	VC 623	Route de Beaumont	Pendant 650 ml depuis la limite d'agglomération de Bernay.
7	RD 133	Route de Beaumont/ RD 133	Limite d'agglo du PR 1+500 au PR 2+010.

